



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Jeudi 16 juillet 2020*

Le seize juillet deux mille vingt à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué le 10 juillet 2020, s'est réuni Salle du Conseil municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. et Mmes PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, DE CHANTERAC Isabelle, BANCE Stéphane, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, GUILLAUME Didier, ESSONNE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

## **Étaient représentés :**

Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme GAULIER Danièle
M. CHIRRANE El arbi	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme FADLI Hafida	mandat à M. SAYADI Walid
M. OMRANE Alain	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme DE CHANTERAC Isabelle
M. BOLLE Kristian	mandat à Mme BRULANT Marina
M. BOURVEN Julien	mandat à Mme. SASU Hancès
M. CHALBI Yacin	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
Mme OZCAN Canan	mandat à M. THIAM Moustapha
M. GARROUT Karim	mandat à M. THIAM Moustapha
M. DESROCHES Damien	mandat à M. BANCE Stéphane
Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme LUC Nadine	mandat à M. GUILLAUME Didier
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika

**Était absente :** M<sup>me</sup> LORES Monique.

**Secrétaire de séance :** M<sup>me</sup> Sabrina FONTAINE

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel .....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 juin 2020 .....	4
<b>DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉ.E.S DE LA COMMUNE DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES .....</b>	<b>5</b>
→ 1. Délibération autorisant le vote à main levée en lieu et place du vote à bulletin secret .....	5
→ 2. Fixation du nombre et désignation des délégué.es du Conseil Municipal au Centre communal d'action sociale (CCAS) .....	6
→ 3. Désignation des délégué.es au conseil d'administration de la régie Théâtre/Cinéma Paul Éluard.....	6
→ 4. Désignation des délégué.es à la Commission communale d'appel d'offres (CAO).....	6
→ 5. Désignation des délégué.es à la commission des marchés de travaux .....	6
→ 6. Désignation des délégué.es à la Commission de délégation de service public .....	6
→ 7. Désignation des délégué.es à la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).....	6
→ 8. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal pour l'informatique et ses outils (SICIO).....	7
→ 9. Désignation des représentants au Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO).....	7
→ 10. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) .....	7
→ 11. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC).....	8
→ 12. Désignation des délégué.es au Syndicat des communes de la région parisienne pour le service funéraire (SIFUREP).....	8
→ 13. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy/Vitry (SICUCV).....	8
→ 14. Désignation des délégué.es au comité du Syndicat intercommunal Choisy, Orly, Thiais pour les établissements scolaires du second degré et leurs équipements sportifs annexes.....	8
→ 15. Désignation des délégué.es au Comité du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc des sports et de loisirs du Grand Godet .....	8
→ 16. Désignation d'un.e délégué.e au Syndicat mixte d'action foncière du Val-de-Marne (SAF).....	8
→ 17. Désignation d'un.e délégué.e à l'établissement public d'aménagement Orly Rungis Seine Amont (EPA ORSA).....	9
→ 18. Désignation d'un.e délégué.e à SADEV 94 - et fixation des jetons de présence .....	9
→ 19. Désignation d'un.e délégué.e au GIP - Cité des métiers .....	9
→ 20. Désignation des délégué.es au syndicat mixte Autolib-Vélib Métropole .....	9
→ 21. Désignation des délégué.es à la Commission locale d'évaluation des charges Territoriales (CLECT) de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre .....	9
→ 22. Désignation des délégué.es à la commission locale d'évaluation des charges Transférées (CLECT) de la Métropole du Grand Paris .....	9
→ 23. Désignation des délégué.es à l'Office du Tourisme/Syndicat d'initiative .....	9
→ 24. Désignation d'une déléguée en charge des questions de défense .....	10
<b>AUTRES DÉLIBÉRATIONS .....</b>	<b>10</b>

→ 25. Délégation du Conseil municipal au Maire du pouvoir d'ester en justice.....	10
→ 26. Création de postes de collaborateur.trices de cabinet.....	10
→ 27. Attribution d'une indemnité au Maire et à la Directrice générale des services pour frais de représentation (reconduction) .....	11
→ 28. Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association TCM-91 Team Cycliste Morangis pour l'organisation du critérium cycliste du 21 septembre 2020 .....	11
→ 29. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales .....	12
<b>QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>13</b>
→ 30. Convention entre l'État et la commune de Choisy-le-Roi concernant le dispositif « Colos apprenantes » .....	13
→ 31. Convention entre le département du Val-de-Marne et la commune de Choisy-le-Roi relative aux modalités de versement d'une aide exceptionnelle permettant de renforcer le dispositif Anim'Été.....	14
→ 32. Vœu présenté par le groupe CRC : « Il faut sauver les transports du quotidien des franciliens » .....	15
→ 33. Vœu présenté par la majorité : « Devenir de l'usine Renault » .....	17

*La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Mesdames, Messieurs, chers collègues bonsoir. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un secrétaire de séance.

➔ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Je vous propose Mme Sabrina FONTAINE. Je ne vois pas d'objection. Je vous remercie.

*(M<sup>me</sup> Sabrina FONTAINE est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

➔ **Appel**

**M. le Maire :** Je donne la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services pour procéder à l'appel nominal.

*(M<sup>me</sup> Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)*

**M. le Maire :** Merci, Madame Leclère.

➔ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 juin 2020**

**M. le Maire :** Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 10 juin 2020 ainsi que celui du 4 juillet dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ces procès-verbaux ? Je n'en vois pas, ils sont donc adoptés.

Y a-t-il des observations sur l'ordre du jour ? Je n'en vois pas non plus.

**M. Guillaume :** C'est une question de forme, au risque de ne pas avoir peut-être été très attentif, je viens de découvrir un vœu sur table. Était-il mentionné à l'ordre du jour ?

**M. le Maire :** Effectivement, ce sera à votre convenance. Ce vœu sur table nous est parvenu aujourd'hui.

**M. Guillaume :** C'est hors délai donc.

**M. le Maire :** Si vous le souhaitez, nous le retirons, c'est à vous d'apprécier si cela mérite d'être voté ou pas. Ce vœu concerne l'usine Renault.

**M. Guillaume :** Je l'ai lu, mais j'aurais un certain nombre d'amendements à faire au moment où il sera abordé.

**M. le Maire :** Très bien.

**M. Guillaume :** Il faut se référer au règlement intérieur du Conseil municipal.

**M. le Maire :** Par le passé, nous avons accepté des vœux qui sont arrivés le jour même du Conseil, plusieurs fois. Il n'empêche, cette décision vous appartient.

Le prochain règlement sera voté lors du Conseil municipal de septembre.

**M. Guillaume :** Je vous demanderais à ce moment-là de vérifier l'ensemble des verbatim des Conseils municipaux, et vous constaterez qu'aucun vœu n'a été présenté le jour même.

En effet, ils étaient toujours présentés en Conférence des Présidents au préalable. Après, des modifications pouvaient intervenir, mais c'est deux choses différentes.

**M. le Maire :** Je me souviens avoir accepté des vœux, mais nous n'allons pas débattre de cela.

**M. Guillaume :** Ce vœu, je l'accepte. Simplement, j'aurai des demandes de modifications de fond, car je relève des incohérences.

**M. le Maire :** Bien. Je vous précise que sur table vous avez les discours de M. Id Elouali, et le mien qui seront publiés en annexe du procès-verbal du 4 juillet 2020, transmis avec la convocation.

Deux conventions de subvention ont été rajoutées à l'ordre du jour en questions diverses. La première est faite avec l'État, elle concerne les colonies apprenantes. La seconde, en lien avec le Département, est une aide exceptionnelle pour Anim'été à Choisy-le-Roi. Ces subventions ont été reçues postérieurement à l'envoi de la convocation, c'est pourquoi elles sont remises sur table.

Par ailleurs, il vous a également été remis une convention de mise à disposition des tablettes numériques qui vous ont été remises. Je pense que vous êtes tous en possession de cette tablette aujourd'hui. Il vous suffit de remplir cette convention, et de laisser un exemplaire à la Direction générale en fin de séance.

Enfin, un vœu est présenté par la majorité pour le maintien de l'usine Renault sur Choisy-le-Roi ainsi qu'un vœu du groupe CRC. Pouvez-vous nous rappeler l'intitulé, Monsieur Guillaume ?

**M. Guillaume :** « Il faut sauver les transports quotidiens des Franciliens et des Franciliennes. » Il est présenté au nom du groupe CRC, mais concerne l'ensemble du collectif d'opposition.

**M. le Maire :** Très bien.

Un dernier rappel, par dérogation à l'article L.2121-17 du CGCT, la loi a maintenu certaines mesures mises en place pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'à la fin du mois d'août 2020, et notamment, le quorum de l'organe délibérant est abaissé au tiers des membres en exercice présents. Ce soir, le minimum était de 15 membres pour notre Conseil municipal. Il est également autorisé aux membres des organes délibérants d'être porteurs de deux pouvoirs contre un habituellement.

Nous allons en venir plus précisément au contenu de ce Conseil municipal, qui sera essentiellement technique. Nous allons désigner des représentants de la commune dans différents organismes.

#### **DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉ.E.S DE LA COMMUNE DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES (*Voir liste des élu.e.s désigné.e-s dans le document annexé à ce procès-verbal*)**

##### **➔ 1. Délibération autorisant le vote à main levée en lieu et place du vote à bulletin secret**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 2. Fixation du nombre et désignation des délégués du Conseil municipal au Centre communal d'action sociale (CCAS)**

**M. le Maire :** Y a-t-il sur cette liste des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 3. Désignation des délégués au conseil d'administration de la régie Théâtre/Cinéma Paul Éluard**

**M. le Maire :** Je précise que nous allons voter le nombre de représentants des élus, mais il faut aussi proposer du public choisyen qui fera partie de ce Conseil d'administration. Pour cela, un petit laps de temps nous est alloué.

Y a-t-il des abstentions sur cette liste ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 4. Désignation des délégués à la Commission communale d'appel d'offres (CAO)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à la majorité. Je vous remercie.

*La délibération n°4 est adoptée à la majorité (41 pour, 1 contre).*

**→ 5. Désignation des délégués à la commission des marchés de travaux**

**M. le Maire :** Il s'agit strictement de la même composition.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à la majorité. Je vous remercie.

*La délibération n°5 est adoptée à la majorité (41 pour, 1 contre).*

**→ 6. Désignation des délégués à la Commission de délégation de service public**

**M. le Maire :** Les membres sont les mêmes là aussi. Le vote est identique, je suppose.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à la majorité. Je vous remercie.

*La délibération n°6 est adoptée à la majorité (41 pour, 1 contre).*

**→ 7. Désignation des délégués à la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Monsieur Guillaume ?

**M. Guillaume :** Monsieur le Maire, il y a une modification concernant les suppléants. Nous sommes sur la CCSPL.

**M. le Maire** : Oui effectivement, M. Hutin est remplacé par M. Aoummis. Vous voudrez bien noter que cette modification dans la liste des suppléants ne nous a été transmise par M. Guillaume qu'aujourd'hui. Nous avons accepté le remplacement de M. Hutin par M. Aoummis.

Cette Commission ainsi modifiée, y a-t-il des abstentions, des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie. Là aussi, il nous appartiendra de présenter trois titulaires, et trois suppléants représentants d'associations. Nous le ferons dans les jours à venir.

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 8. Désignation des délégués au Syndicat intercommunal pour l'informatique et ses outils (SICIO)**

**M. le Maire** : C'est pour deux titulaires. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ?

Monsieur Thiam.

**M. Thiam** : La moindre des choses pour Mme Lemoine serait de ne pas prendre part au vote, car il y a conflit d'intérêts. Elle est au SICIO en tant qu'agent. Elle aurait dû faire part de cette position au Conseil municipal.

**Mme Lemoine** : C'est exactement ce que je viens de faire. Si la proposition m'avait été faite, je n'aurais pas pris part au vote, effectivement. Je veux bien ne pas prendre part au vote. Ceci dit, ce n'est pas un conflit d'intérêts.

**M. le Maire** : Cela me semble justifié. J'ignorais cette position, merci de le rappeler, et merci à Mme Lemoine de ne pas prendre part à ce vote.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 9. Désignation des représentants au Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO)**

**M. le Maire** : Ici, nous votons pour trois titulaires, et trois suppléants.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 10. Désignation des délégués au Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF)**

**M. le Maire** : C'est le syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.*

→ **11. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.*

→ **12. Désignation des délégué.es au Syndicat des communes de la région parisienne pour le service funéraire (SIFUREP)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.*

→ **13. Désignation des délégué.es au Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy/Vitry (SICUCV)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.*

→ **14. Désignation des délégué.es au comité du Syndicat intercommunal Choisy, Orly, Thiais pour les établissements scolaires du second degré et leurs équipements sportifs annexes**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.*

J'indique à notre Conseil que nous devons revoir les statuts de ce syndicat, mais la période de confinement nous en a empêchés. Cela faisait suite au départ de la ville d'Orly, qui avait été acté lors de la précédente mandature. Pour le prochain Conseil municipal, se sera fait.

→ **15. Désignation des délégué.es au Comité du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc des sports et de loisirs du Grand Godet**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

→ **16. Désignation d'un.e délégué.e au Syndicat mixte d'action foncière du Val-de-Marne (SAF)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.*



➔ **17. Désignation d'un.e déléguée à l'établissement public d'aménagement Orly Rungis Seine Amont (EPA ORSA)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **18. Désignation d'un.e délégué-e à SADEV 94 - et fixation des jetons de présence**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **19. Désignation d'un.e délégué-e au GIP - Cité des métiers**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

Il nous faudra renouveler la convention, là aussi, car nos collaborations arrivent à échéance. Ce sera fait très prochainement.

*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **20. Désignation des délégués au syndicat mixte Autolib-Vélib Métropole**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **21. Désignation des délégués à la Commission locale d'évaluation des charges Territoriales (CLECT) de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **22. Désignation des délégués à la commission locale d'évaluation des charges Transférées (CLECT) de la Métropole du Grand Paris**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **23. Désignation des délégués à l'Office du Tourisme/Syndicat d'initiative**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.*

## ➔ 24. Désignation d'un-e délégué-e en charge des questions de défense

**M. le Maire** : Il s'agit d'un représentant de la ville.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.*

Monsieur Guillaume, vous avez la parole.

**M. Guillaume** : Merci, Monsieur le Maire. Nous venons de désigner nos représentants de la commune, à la fois titulaires et suppléants, dans différentes instances, différents syndicats, différents lieux de représentation.

J'attire l'attention des uns et des autres, et je les appelle, quelle que soit leur famille politique, à être fortement présents dans ces instances puisque la parole choisyenne est bien souvent entendue, et qu'il est important de siéger et d'y être présents ; Et lorsque nous ne sommes pas présents, de faire appel aux suppléants.

Ce n'est qu'un simple point d'attention, mais je pense qu'il est important que tout le monde puisse l'entendre, car ces instances ne sont pas là uniquement pour faire en sorte d'avoir un nom, et d'être un rajout sur une carte de visite. C'est aussi pour la défense des Choisyennes et des Choisyens. Merci.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Guillaume, nous y serons attentifs.

Nous passons maintenant à l'administration générale.

## AUTRES DÉLIBÉRATIONS

### ➔ 25. Délégation du Conseil municipal au Maire du pouvoir d'ester en justice

**M. le Maire** : Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.*

### ➔ 26. Création de postes de collaborateur.trices de cabinet

**M. le Maire** : La loi nous autorise trois postes de cabinet pour la ville de Choisy-le-Roi. Cela n'induit pas le nombre retenu, mais je vous propose de voter ces trois postes.

Monsieur Guillaume.

**M. Guillaume** : Une explication de vote, Monsieur le Maire. En faisant un peu d'histoire, et si nous nous remémorons 2014, cette délibération aussi a été prise devant cette instance après le Conseil municipal d'installation. L'opposition avait fait deux interventions : une de M. Briennon, et une de votre part, Monsieur Panetta, étant le porte-parole du groupe UCA.

M. Briennon s'était étonné dans sa première intervention du fait de la création de postes. Après explication, il a compris que ce n'était pas des créations nouvelles, mais des modifications de poste. Vous-mêmes, dans votre intervention, et il suffit de reprendre le verbatim de l'époque, vous aviez dit que vous étiez contre la création de ces postes dans un premier temps. Vous faisiez référence, d'ailleurs d'une manière assez étonnante, à une

décision prise quelques jours plus tôt au Conseil de Paris. Après les explications, vous aviez souhaité vous abstenir sur ce vote.

Pour notre part, nous considérons que la mise en place de postes de cabinet est quelque chose d'essentiel, car il permet un travail efficace à la fois du maire, et des adjoints. C'est pourquoi nous ne nous abstiendrons pas, nous ne voterons pas contre, mais nous voterons pour, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Je vous remercie, Monsieur Guillaume. Je ne me souviens pas de cette intervention, mais je vous crois sur parole. Je suis d'accord avec vous, ces postes sont essentiels. Nous allons passer au vote suivant.

**M. Guillaume :** Il faut d'abord voter, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Excusez-moi, mais étant tellement ravi que l'opposition soit d'accord, j'ai poursuivi allègrement mon chemin.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à la majorité. Je vous remercie.

*La délibération n°26 est adoptée à la majorité (41 pour, 1 abstention).*

**→ 27. Attribution d'une indemnité au Maire et à la Directrice générale des services pour frais de représentation (reconduction)**

**M. le Maire :** Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à la majorité. Je vous remercie.

Madame Lemoine, peut-être voulez-vous nous donner une explication de vote, car je me souviens l'avoir moi-même voté.

**Mme Lemoine :** Je n'étais pas là en 2014, mais pour les mêmes raisons que M. Guillaume a exposées, je considère que je ne veux pas me prononcer sur ces postes d'où mon abstention. De même, je ne souhaite pas me prononcer sur les indemnités.

**M. le Maire :** Très bien.

*La délibération n°27 est adoptée à la majorité (41 pour, 1 abstention).*

**→ 28. Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association TCM-91 Team Cycliste Morangis pour l'organisation du critérium cycliste du 21 septembre 2020**

**M. le Maire :** J'espère que vous vous souviendrez, Monsieur Guillaume, que j'avais applaudi cette initiative des deux mains. Je laisse la parole à Monsieur Marques.

**M. Marques :** Bonsoir à toutes et à tous. Dans le cadre d'un partenariat avec le club local cycliste « Team cycliste 94 », un évènement est organisé par l'association « Team Cycliste Morangis » le lendemain de la fin du tour de France, le 21 septembre 2020 à Choisy-le-Roi.

Dans le cadre de cette manifestation, deux critériums sont organisés. Un critérium masculin, et un féminin pour la première fois. Pour cela, une subvention d'un peu plus de 6 000 € doit être approuvée par le Conseil municipal. Ce critérium cycliste en sera à sa troisième édition sur le territoire de la commune.

**M. le Maire :** Monsieur Guillaume.

**M. Guillaume :** M. Marques ne fait pas d'erreur sur le nombre d'éditions, c'est bien la troisième. Ceci étant, le critérium féminin a déjà eu lieu l'an dernier, jumelé avec une initiative pour les plus jeunes.

Ce critérium est un évènement important, même s'il faut davantage valoriser les démarches de communication pour faire en sorte que le public soit plus nombreux. L'avantage cette année, vous l'aurez remarqué, c'est que le critérium aura lieu le lundi à savoir le lendemain de la fin du tour de France. Ainsi, si les organisateurs, tel que vous l'avez précisé Monsieur Marques, font le nécessaire, il pourrait y avoir sur Choisy-le-Roi un certain nombre de vedettes, au moins de cyclistes professionnels qui auront su se faire remarquer pendant le tour de France. Ce serait une très bonne chose pour notre commune.

Bien évidemment, pour notre part, nous soutiendrons cette délibération, et nous la voterons. Je tiens à préciser que nous comptons à la fois le Team Cycliste Morangis, mais aussi le Team Cycliste 94 qui est partenaire de cette initiative. De plus, je voulais vous rappeler qu'un de nos jeunes espoirs a de nouveau été champion du monde il y a quelques semaines. Elle intègre le Team français en prévision des Jeux olympiques.

**M. le Maire :** Merci. J'espère pour tout cela que la rentrée ne nous réserve pas de mauvaises surprises, et sera assujettie à la situation qui, j'espère, sera positive à la rentrée.

J'en profite pour rappeler, ce Conseil en témoigne, de respecter les recommandations sanitaires, le port du masque, la distanciation sociale, car il y a malheureusement dans notre pays certains signes alarmants. Ceci dit, j'espère que cela n'ira pas au-delà de ce que nous connaissons aujourd'hui.

C'est pour cette raison aussi que nous tenons avec la Direction générale à rencontrer les organisateurs de cet évènement afin de savoir pour les sommes engagées, en cas d'annulation due au Covid-19, qu'elles seront pour la ville de Choisy-le-Roi les conséquences. C'est la seule restriction que je verrai lors de ces discussions.

Y a-t-il d'autres prises de parole sur ce sujet ? Non.

Je mets au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

*La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité.*

## ➔ 29. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**M. le Maire :** Je ne sais pas sur cette mandature qui sera le spécialiste des comptes rendus des décisions L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Ce qui me permet de saluer notre grand ami champion, toutes catégories confondues concernant ces décisions, M. Bernard Bismuth. Je suis certain qu'il nous suit attentivement sur le site de la ville, ainsi que M. Briennon qui avait pris le relais, mais la médaille d'or revient à M. Bismuth.

Y a-t-il des remarques ? Non.

Je mets au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

*Le Conseil municipal prend acte.*

## QUESTIONS DIVERSES

### → 30. Convention entre l'État et la commune de Choisy-le-Roi concernant le dispositif « Colos apprenantes »

**M. le Maire :** Nous avons à voter deux conventions. Elles nous sont parvenues tardivement, mais ce n'est que du positif.

Le 17 juin 2020, le préfet du Val-de-Marne a présenté aux communes le dispositif « Colos apprenantes ». De même, le 17 juin 2020, il présentait le dispositif intitulé « Quartiers d'été 2020 », mis en place par l'État afin de faire de cette période estivale qui s'offre dans un contexte exceptionnel de déconfinement progressif, un temps utile et ludique pour les enfants, et les jeunes des quartiers prioritaires qui ne partent pas en vacances.

L'objectif principal est de favoriser un renforcement du lien social, et un accès à de nouvelles opportunités éducatives et de loisirs. Dans ce cadre, la commune de Choisy-le-Roi a fait une demande de labellisation des séjours qu'elle organise dans ses centres de vacances de Penthievre, Morillons, ainsi que d'autres séjours vacances des services enfance et jeunesse.

Ainsi, il est prévu d'intégrer dans les projets pédagogiques des séjours, des temps d'apprentissage sur le développement durable, la culture et le sport.

Permettez-moi d'ailleurs de souhaiter longue vie à Morillon. Nous allons accompagner Morillon de toutes nos forces, Morillon n'est pas prêt d'être rayé de la carte de Choisy-le-Roi, si je puis m'exprimer ainsi. Petit clin d'œil, certains comprendront.

Par courriel du 9 juillet 2020, la Direction départementale de la cohésion sociale du Val-de-Marne a validé la labellisation des séjours proposés par notre commune dans les conditions et les engagements définis dans la convention présentée au Conseil municipal. Soit une base de 260 jeunes participants des quartiers prioritaires, pour une subvention d'un montant maximum de 156 000 €, calculée au regard du nombre de places proposées et du public bénéficiaire.

Les critères prioritaires fixés par l'État sont les suivants : « Enfants et jeunes âgés de 3 à 17 ans, domiciliés en quartier politique de la ville, issus de familles isolées, monoparentales ou précaires, accompagnées par l'ASE ».

Par courrier du 8 juillet 2020, la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) a transmis à la ville de Choisy-le-Roi une convention concernant la mise en place des « Colos apprenantes » dans le cadre du dispositif national des « Vacances apprenantes ». La convention fixe les obligations réciproques des deux parties signataires et des engagements financiers de l'État. Les « Colos apprenantes » sont financées en partie par l'État à hauteur de 400 € par séjour, et par enfant pour des séjours de cinq jours minimum. En contrepartie, les familles, issues notamment des quartiers prioritaires de la politique de la ville, pourront bénéficier de la gratuité des séjours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention à intervenir entre les deux parties. Des prises de parole sur ce sujet ? Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Nous serons évidemment favorables à cette opération que nous avons initiée. Je tenais à souligner la réactivité du service enfance, entre une réunion le 17 juin 2020 et une réponse le 9 juillet 2020. Les dossiers ont dû être montés, il a fallu préparer les projets dans une période de confinement où tous les personnels de service n'étaient pas présents. Ce projet, ce travail va permettre à un certain nombre de famille d'envoyer gratuitement leurs

enfants en vacances. De plus, les retards scolaires qui auront pu voir le jour pourront être rattrapés. Vraiment, félicitations au service enfance.

**M. le Maire :** Merci, Madame Juhel, je me joins à vos félicitations. Bravo au service enfance. D'autre prise de parole ? Non. Nous pouvons procéder au vote.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

*La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité.*

➔ **31. Convention entre le département du Val-de-Marne et la commune de Choisy-le-Roi relative aux modalités de versement d'une aide exceptionnelle permettant de renforcer le dispositif Anim'Été**

**M. le Maire :** Durant la période estivale et de déconfinement progressif, le département du Val-de-Marne propose aux communes de renforcer les actions de solidarité en faveur de leurs habitants les plus fragiles. Particulièrement ceux touchés par la crise sanitaire de la Covid-19, et de ses conséquences économiques et sociales. Dans cet objectif, la commune de Choisy-le-Roi a sollicité le département le 29 juin 2020 pour une demande de subvention la plus élevée possible destinée à renforcer la mise en œuvre du dispositif d'animation des quartiers intitulé « Anim'Été ».

Le département propose d'accorder à la ville de Choisy-le-Roi une subvention exceptionnelle d'un montant de 20 000 €, calculés au prorata du nombre d'habitants de la commune.

Conformément aux termes de cette convention, la ville fera état du bilan de l'emploi de cette subvention ainsi que de sa promotion sur les supports de communication de la commune. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention à intervenir entre les deux parties.

Y a-t-il des prises de parole sur ce sujet ? Monsieur Guillaume.

**M. Guillaume :** Bien sûr, j'approuve cette convention d'autant plus que c'est grâce au Président Favier, et à une aide globale sur l'entente du département de plus de 200 000 € qui fait un élément supplémentaire de l'aide apportée par le département du Val-de-Marne sur l'ensemble de la situation de crise. À la fois dans les Ehpad, dans les EDS, comme dans différents secteurs.

Cette enveloppe supplémentaire, de fait, est intéressante, car aujourd'hui, vous l'avez évoqué en parlant du critérium tout à l'heure, nous sommes dans une incertitude concernant l'évolution de la pandémie. Aussi, le risque est grand de voir de nouveaux clusters se développer, voire de faire en sorte que le pays pourrait être soumis soit par des clusters, par des espaces territorialisés, voire même sur l'ensemble du pays à un nouveau confinement.

Ainsi, dans ces périodes il est important de faire en sorte que le maximum de jeunes puisse bénéficier d'un maximum d'activités éducatives, pédagogiques et ludiques. Je pense que sans l'action concertée du binôme ville/département, bien des choses ne pourraient pas se faire actuellement. C'est une très belle initiative que bien évidemment nous soutenons.

**M. le Maire :** Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci. Je me félicite, je pense ne pas être le seul à faire, de cette action. Je la lie avec la précédente, « Les Colos apprenantes ». Elles marquent bien que l'effort de solidarité est partagé, et lorsque c'est ainsi c'est très bien. Ainsi, une solidarité entre l'État, les collectivités territoriales, le département, et la commune.

Je pense que la pandémie nous apprend que la solidarité peut nous aider à nous en sortir. Je me réjouis de voir que l'État, et les collectivités territoriales partagent cet objectif au grand bienfait de nos jeunes. Évidemment, nous voterons avec le plus grand plaisir cette délibération.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Id Elouali. Je crois que nous partageons tous cette analyse. Y a-t-il d'autres prises de parole ? Non. Nous procédons au vote.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

*La délibération n°31 est adoptée à l'unanimité.*

Nous allons maintenant passer aux vœux. Monsieur Didier Guillaume, si vous pouviez nous présenter votre vœu.

**→ 32. Vœu présenté par le groupe CRC : « Il faut sauver les transports du quotidien des franciliens »**

**M. Guillaume :** Monsieur le Maire, chers collègues. Nous allons rentrer, ou plutôt nous sommes dans une crise sanitaire reconductible, mais aussi une crise sociale qui risque d'être encore plus dramatique que celle que nous avons vécue jusqu'alors. Qui plus est, conjuguée à une crise économique, et nous savons qu'en Europe, mais aussi dans le monde que de nombreux pays sont d'ores et déjà dans des situations dramatiques, si ce n'est au bord du dépôt de bilan.

Ainsi, je pense qu'ensemble nous devons considérer qu'un plan d'État est nécessaire. À la fois pour sauvegarder l'emploi, relancer l'économie par la consommation donc par le pouvoir d'achat des familles. Dans cette situation, un plan pour les transports publics du quotidien est indispensable, car les mesures nécessaires liées au confinement ont évidemment fait en sorte qu'il y ait une perte de « recettes voyageurs » représentant plus d'un quart des recettes annuelles d'Île-de-France Mobilités. Ses pertes sont estimées à un peu moins de 3 M€. Or, vous le savez, ce sont 5 M de voyageurs jour qui utilisent les transports franciliens. La menace est sérieuse, et ce serait un désastre annoncé qu'il faut évidemment endiguer.

L'état, nous le savons tous ici, a annoncé des aides pour les entreprises. Nous y ferons référence en parlant du vœu sur l'usine Renault, mais rien sur les transports, et encore moins sur les transports franciliens. C'est inacceptable. C'est pourquoi dans plus de 110 communes aujourd'hui ce vœu a été voté à l'unanimité à la demande de l'association des Maires d'Île-de-France. Ensemble, tous les élus, quelles que soient les familles politiques, nous ne pouvons accepter une hausse tarifaire, car sans plan d'aide pour Île-de-France Mobilités cela se reportera sur des usagers et des usagères. C'est donc eux qui devront subir une hausse, et donc eux qui subissent aussi de plein fouet les effets de la crise.

Vous le savez tous, le président de la République avait eu cette phrase, nous l'avons tous entendue, c'était sa première intervention lorsqu'il nous parlait de guerre : « *Quoi qu'il en coûte* ». Eh bien, la solidarité de l'État doit être effective, et ne doit pas être qu'un effet d'annonce. C'est pourquoi nous demandons, notamment, qu'il ne laisse pas dans une situation de cessation de paiement les transports publics franciliens. Transports populaires, transports écologiques, indispensables pour l'exercice du droit de chacun à la mobilité, mais aussi la reprise de l'activité économique, et la lutte contre la pollution.

Par ce vœu, le Conseil municipal de Choisy-le-Roi devrait appeler, et j'en suis sûr appellera le gouvernement à mettre en œuvre avant l'été un plan d'urgence de compensation des pertes de recettes pour les organismes de transports publics, dont 2,6 Md€ pour Île-de-

France Mobilités. Ceci devrait se jumeler avec un mécanisme de compensation pour l'année 2021, fonction de l'évolution de la situation.

Je vous précise, comme je viens de l'évoquer, que ce vœu, hormis la partie choisyenne avec les références du pôle intermodal, a été voté à l'unanimité dans plus de 110 communes d'Île-de-France. Je vous remercie.

**M. le Maire** : D'autres prises de parole sur ce vœu ? Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Bien évidemment, nous nous associons sans restriction aucune, et avec autant d'enthousiasme, à ce vœu qui va dans le bon sens. Il va dans le sens de la justice sociale. Il est hors de question que le coût soit supporté par les usagers.

Évidemment, c'est une réponse aussi à l'urgence climatique. Nous savons que les transports en commun sont une alternative aux transports polluants, type voitures. Évidemment, nous nous associons à ce vœu, et nous demandons à l'État de prendre ses engagements pour faire en sorte que les organisations de transports en commun en Île-de-France soient aidées.

D'un élan unitaire, Monsieur le Maire, si vous le permettez, nous ne pouvons que nous associer à ce vœu de bon sens. Je regrette simplement que le bon sens n'ait pas été également le choix de M. Guillaume en annulant le vœu du maintien de l'usine Renault sur Choisy-le-Roi pour de simples questions de forme.

**M. le Maire** : Il accepte le vœu, mais il veut l'amender.

**M. Id Elouali** : Alors, c'est parfait, c'est une bonne chose de voir que le bon sens fait chemin. Merci.

**M. le Maire** : Y a-t-il d'autres prises de parole ? Madame Lemoine.

**Mme Lemoine** : Je m'associe entièrement à ce vœu.

**M. le Maire** : Très bien. Je partage les propos de M. Guillaume, et de M. Id Elouali, je pense que nous les partageons tous. Je les partage d'autant plus qu'effectivement, toutes les communes ont voté ce vœu à l'unanimité. Vœu qui, je vous le rappelle, a été initié par Mme Valérie Pécresse, qu'elle est la première concernée, et qu'elle a fortement appelé l'État à ses responsabilités sur ce sujet.

Nous voyons bien la pluralité politique qui nous réunit autour de ce vœu ce soir, vœu que nous allons bien évidemment voter.

Ceci dit, je veux réaffirmer ici, comme je l'ai dit lors de ma prise de fonction, ma fierté d'habiter en France, car il y aurait beaucoup de choses à dire sur le gouvernement de M. Macron. Effectivement, il y a eu des ratés au début de cette crise, mais là où je suis fier c'est qu'aucun autre pays au monde n'a autant accompagné, que ce soit les citoyens et citoyennes françaises ou les entreprises. Le plan de solidarité mis en place dans notre pays est sans équivalent. Je m'intéresse beaucoup à l'actualité nationale, j'ai de la famille dans différents pays, et je peux vous affirmer qu'ailleurs les mesures prises sont bien inférieures à celles prises en France. Ce n'est pas pour autant que j'encense le M. Macron, président de la République, et son gouvernement. Absolument pas, mais lorsque les choses sont faites il faut savoir le reconnaître surtout face à la violence qui s'empare de notre pays. Je voudrais que cette violence cesse, et que nous reconnaissons la chance d'habiter notre beau pays, la France.



Cela n'empêchera pas des discussions, notamment sur des dossiers sensibles, des désaccords, mais tout cela doit se régler dans la démocratie, dans la discussion, et à l'appui de propositions. Je rebondis sur ce que vous disiez, Monsieur Guillaume, sur cette crise, cette pandémie de Coronavirus dont j'espère qu'il n'y ait pas une deuxième vague qui serait pour le moins dramatique. Il ne s'agira jamais de choisir entre la santé, et l'économie, mais malheureusement l'économie ne résisterait pas à une deuxième vague. En effet, nos finances sont exsangues, mais cela ne doit pas bien entendu annuler la solidarité. Faisons face tous ensemble, et soyons là-dessus cohérents, unis face aux défis qui nous attendent.

Je vais proposer de voter ce vœu, auquel je m'associe.

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

*La délibération n°32 est adoptée à l'unanimité.*

La parole est à M. Id Elouali pour présenter un vœu sur le devenir de l'usine Renault.

### ➔ 33. Vœu présenté par la majorité : « Devenir de l'usine Renault »

**M. Id Elouali :** Monsieur le Maire, chers collègues. Ce vœu a un lien quasi direct avec le vœu précédent puisqu'il porte également sur des dimensions de justice sociale, de transition écologique. Il concerne de plus un site historique, emblématique du tissu économique de notre ville. Bien évidemment, je parle de l'usine Renault.

J'aimerais rappeler en préambule qu'il s'agit de réaffirmer ce que la mandature précédente a exprimé, le maintien de l'usine Renault. Nous souhaitons que ce vœu marque notre mandature, je dirais même notre attachement aux forces vives du territoire, aux acteurs qui le font vivre et qui l'animent.

Évidemment, vous connaissez les considérations qui précèdent le vœu, mais je vais les rappeler rapidement. Nous rappelons l'ancrage historique de l'usine Renault, elle est installée depuis 1949 sur la ville. Nous rappelons la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire, parue au journal officiel de 2020, et visant la promotion du réemploi et du soutien des initiatives qui le portent. Je rappelle que cette usine constitue un site pilote et précurseur en matière d'économie circulaire si précieuse, si importante pour la transition écologique dans le secteur de l'automobile, et même au-delà, de la France. Je rappelle l'expertise, car c'est un atout précieux de cette usine. Les salariés sont dotés, je dirais même sont les héritiers d'une expertise de génération en génération, et au-delà du gâchis économique, du gâchis humain, ce serait la perte de cette expertise.

Je rappelle aussi, et c'est encore plus absurde que cette usine est prospère, elle fait du chiffre d'affaires. Sa rentabilité honore l'engagement des salariés, c'est la preuve même qu'ils sont engagés, et qu'ils sont là pour participer à la vie sociale sur la ville, mais aussi aux richesses de Renault, et au-delà du pays.

Je rappelle l'attachement des salariés, de leurs familles dont certains vivent et partagent avec nous les liens sur cette ville.

Je rappelle, c'est aussi une absurdité parmi les absurdités, que le groupe Renault s'est vu accorder un prêt. C'est un plan d'aide de 5 Md€ par l'État afin de faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire, dont nous venons également d'exposer la nocivité et la violence.

Nous rappelons qu'il est aussi absurde, si ce n'est injuste de bénéficier d'une telle aide de nos impôts sans contrepartie, ni sociale ni environnementale.

Au nom de toutes ces considérations, nous appelons à ce que le Conseil municipal rappelle, réaffirme son opposition ferme et claire à la fermeture de l'usine Renault. Nous demandons au président de la République, bien sûr à son gouvernement, d'affirmer au groupe Renault qu'il ne peut recevoir 5 Md€ de la part de l'État et fermer une usine si utile au nom de tout ce que je viens de citer, si utile à notre territoire, notre économie, et notre environnement.

Nous souhaitons également, à l'aube de cette mandature, en faisant de ce vœu une marque emblématique de notre prise de fonction, de responsabilité, nous souhaitons appeler et assurer les salariés de l'usine Renault de notre soutien, et de notre détermination à ce que l'usine Renault reste à Choisy-le-Roi, avec ses salariés.

Je souhaitais exposer ce vœu afin qu'il ne soit pas simplement porté par la majorité municipale, mais pour qu'il gagne en force, et qu'il soit voté par l'ensemble du Conseil municipal. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Y a-t-il des prises de parole sur ce vœu ? Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** Bien évidemment, nous sommes tous pour le maintien de l'usine Renault sur Choisy-le-Roi. Nous avons été nombreux à être présents à une manifestation, à mon appel. Nous étions aux côtés des quatre organisations syndicales, et étions entourés de nombreux élus, toutes couleurs politiques confondues, il y a quelques semaines.

Ceci étant, une précision est peut-être à apporter. Je rajouterais deux considérants, et une demande supplémentaire, si vous en étiez d'accord. Je suis d'accord avec tout ce qui est dit dans ce vœu avec simplement un point d'attention, car vous savez que lorsqu'un vœu part d'un Conseil municipal il est annexé au procès-verbal, et il est transmis aux autorités de l'État. Je pense qu'il faut être précis, et notamment sur le considérant que le groupe Renault s'est vu accorder un plan d'aide de 5 Md€.

Je pense qu'il faut bien préciser que ce n'est pas un plan d'aide de 5 Md€, mais qu'il s'est vu accorder une garantie d'emprunt de 5 Md€. Je sais que dans des tracts syndicaux, même dans des prises de parole, la confusion a été faite entre les deux, mais nous savons tous ici que lorsque nous passons des délibérations de garanties d'emprunts, notamment pour des opérations immobilières, c'est des garanties sur l'emprunt. Nous n'attribuons pas les sommes aux promoteurs immobiliers qui font des opérations. C'est important, je pense, de faire cette distinction.

De plus, sur le considérant que l'expertise de l'usine et de ses salariés a été reconnue à plusieurs reprises pour sa performance environnementale, et la maîtrise des impacts liés à son activité, après la virgule, si vous en étiez d'accord, expertise honorée par le prix de l'économie circulaire pour son travail spécifique. De 2014, nous pourrions tout à fait préciser la date, c'est tout à fait exact, Monsieur Id Elouali. Ceci, afin de préciser qu'en plus, le Président de l'économie circulaire a honoré l'usine de ce prix.

Enfin, je rajouterais un considérant, et je suis étonné que M. Id Elouali n'y ait pas pensé. C'est l'incohérence de demander aux salariés de faire 150 km par jour en moyenne pour se rendre dans l'hypothétique site de Flins, ceci au mépris des familles et au mépris de la transition écologique. Je l'ai écrit tel quel, il faut peut-être y retravailler, mais je pense que la demande aujourd'hui qui est faite aux salariés, et qu'ils refusent quasiment dans leur unanimité, c'est de se déplacer à Flins. Ainsi, 150 km, et le choix qui leur est offert de prendre leur véhicule pour s'y rendre, c'est en totale incohérence avec la démarche de développer les transports en commun. De plus, on nous dit que le site n'est pas viable alors que nous savons qu'il l'est, et qu'il n'est pas enclavé puisqu'il est ouvert au ferroutage, à la voie fluviale, et à la route.

Je vois la nécessité de faire mention de ces 150 km absolument inadmissibles. Puis, dans les demandes, après celle faite au Président Macron, je demanderais à l'État, en tant qu'actionnaire, d'agir pour le maintien du site, car c'est le vœu. Il me semble qu'en tant qu'actionnaire, l'État doit agir pour le maintien du site de production à Choisy-le-Roi. Voilà pour les ajouts que je vous propose, et les amendements.

**M. le Maire :** Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Monsieur Guillaume, je vous remercie. Nous intégrerons ces précisions. Notre volonté, comme je le disais en préambule, c'est d'être dans la continuité de ce qui a été fait de bien. Je considère pour ma part, sauf si mes collègues y voient une objection, que tout ce que vous avez mentionné rajoutera de la force.

Nous avons été dans une démarche tout à fait unitaire pour sauver l'usine Renault, Monsieur le Maire l'a rappelé, tous bords politiques confondus. Nous y tenons, c'est très important, et je m'en réjouis.

Je le précise pour nos services, et la Direction générale. Nous allons rajouter un énoncé après la virgule pour signifier la reconnaissance de l'usine par un label de qualité en 2014. Nous rajouterons, c'est une précision importante, qu'il s'agissait d'une garantie d'emprunt plutôt qu'un plan d'aide. Enfin, le considérant sur l'incohérence, alors que nous sommes sur l'économie circulaire, de demander à des salariés de parcourir 150 Kms, si ce n'est plus. Enfin, l'État est actionnaire donc il a aussi un rôle à jouer, une responsabilité. Monsieur le Maire, voilà pour mes ajouts pour ce vœu, si vous le permettez, et si mes collègues le souhaitent également. Monsieur le Maire, j'en ai terminé pour ma part.

**M. le Maire :** Madame Lemoine.

**Mme Lemoine :** Une remarque, si nous corrigeons dans les considérants la question de la garantie d'emprunt, il faut le corriger après puisque nous parlons de recevoir 5 Md€, or c'est une garantie d'emprunt. Nous évoquons la garantie d'emprunt, et non pas un plan d'aide. De fait, une garantie d'emprunt, ce n'est pas la réception nette de 5 Md€.

**M. le Maire :** C'est ce qui vient d'être expliqué.

**Mme Lemoine :** Oui, mais il faut le corriger dans la deuxième partie.

**M. Id Elouali :** Bien évidemment, cela sera corrigé tout au long du texte.

**Mme Lemoine :** Merci.

**M. le Maire :** D'autres prises de parole ? Non.

Je vais moi aussi dire un mot sur ce sujet, car sur un tel dossier je ne suis pas resté inactif depuis ma prise de fonction, et même avant. Comme je l'ai indiqué pendant le débat, Monsieur Didier Guillaume, j'ai regretté lors de votre première démarche que vous n'ayez pas associée toutes les forces vives de la ville, et au-delà, le fameux lundi où nous vous avons proposé de nous rendre ensemble sur le site de Renault. C'est de l'histoire ancienne, et je passerai là-dessus, car compte tenu des circonstances électorales il était difficile d'envisager une telle démarche.

Dans mon déroulé, je vais vous démontrer que les démarches d'union sont possibles, quel que soit le moment, c'est ce que vous nous aviez répondu. Pour autant, je ne vous en tiens pas grief, c'est le passé, voyons comment avancer ensemble. Bien avant les élections, et hors caméras, car lorsque nous voulons travailler sérieusement il ne sert à rien d'en faire

une publicité, d'autant plus que bien souvent ce qui est décidé n'arrive pas à maturité, et sur une situation aussi difficile il faut se méfier des promesses. Ceci étant dit, la région aussi est touchée, cette hypothétique fermeture de l'usine de Renault va bien au-delà de Choisy-le-Roi, c'est toute la région Île-de-France qui sera impactée.

C'est un des derniers sites industriels, ce sont nos banlieues, nous ne pouvons pas continuer à critiquer les banlieues, nous classer dans différentes catégories plus vilaines les unes que les autres, et continuer à déshabiller nos banlieues des forces vives. La région en est pleinement consciente, et nous avons le plein appui de Valérie Pécresse, la Présidente de la région, qui s'est déplacée anonymement avant le deuxième tour, à ma demande, pour rencontrer les syndicats.

Bien sûr, il s'agit de combattre la fermeture de l'usine Renault ou plutôt le départ de l'usine Renault qui malheureusement semble acté. Il semble difficile qu'ils reviennent sur leur décision, bien que nous poursuivions le combat dans ce sens, et ce vœu le démontre. Pour autant, il faut aussi penser peut-être à un avenir sans l'écusson Renault. Cette usine possède tous les atouts pour exister sans l'écusson Renault. Valérie Pécresse a fait des propositions précises aux syndicats. Le site comprend 14 hectares, l'usine n'occupant que 4 hectares. C'est d'ailleurs un des griefs de Renault qui dit qu'il faut faire des économies d'échelle. D'un côté, ils disent que l'usine est trop petite, et d'un autre que 10 hectares sont en trop.

Je rappelle que cette usine comptabilise environ 260 ouvriers, qu'à une époque ils étaient 1200, 1300. Cette usine peut être extensible, et contenir trois fois plus de personnel qu'elle n'en compte aujourd'hui. Mme Pécresse s'est engagée, éventuellement pour faire baisser les coûts d'exploitation, à racheter les hectares, elle dispose d'une petite manne de 10 M€ qu'elle est prête à mettre sur la table. C'est une première information.

La deuxième information, c'est que j'ai rencontré récemment le Président de la Chambre de Commerce, Monsieur le Vice-président Delmas, qui avec l'ensemble des services de la Chambre de Commerce se mobilisent également pour le maintien du site sur Choisy-le-Roi. Nous avons décidé de constituer une association, dont feront partie toutes les forces vives, les investisseurs, des industriels, des représentants conventionnels, auxquels je tends la main, à M. Didier Guillaume et à tous ceux qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche pour qu'ensemble nous présentions des solutions alternatives. Notamment le fait que cette usine possède un savoir-faire unique en France, et que même si Renault devait se désengager, l'usine peut servir d'exemple. Renault aura besoin de cet exemple.

Effectivement, je partage ce qui vient d'être dit, déplacer les employés de Choisy-le-Roi, certains habitent même en Seine-et-Marne il s'agit de trois à quatre heures de route, c'est rigoureusement impossible. Utiliser l'usine de Renault de Choisy-le-Roi pour faire croire que le site de Flins sera sauvé, c'est reculer pour mieux sauter. Nous sommes convaincus que dans les trois ou quatre ans à venir, le site de Flins fermera avec évidemment les déracinés de l'usine Renault de Choisy-le-Roi. Flins est un site de production, la seule chose pouvant sauver Flins c'est de produire une voiture, type Clio par exemple. À cela, Renault rétorque qu'en France nous ne sommes plus capables de construire une petite voiture, que cela serait trop cher. Comment se fait-il que Toyota y arrive avec sa petite Yaris, malgré son nom d'origine japonaise. Modèle construit à Valenciennes, et devenu la voiture la plus française de toutes, et une des plus compétitives en prix ? Il faudrait tout de même s'interroger là-dessus. C'est bien la main-d'œuvre française qui construit cette voiture.

Ceci étant dit, l'usine Renault est un décor, elle coche tous les paramètres, l'économie circulaire. Toutes les annonces de M. Macron, autant je lui sais gré des mesures qu'il a prises pour sauvegarder notre économie, et les Françaises et les Français dans leur vie de

tous les jours, autant là je ne comprends plus. Tout le monde parlait de l'après-Coronavirus, il s'agissait d'un monde nouveau, de solidarité, de réindustrialiser la France, d'économie circulaire. C'est-à-dire tout ce que fait Renault Choisy-le-Roi, toutes les cases sont cochées.

Avec Mme Pécoresse, nous allons demander une audience à M. Lemaire, et je lui poserai cette question : « Si Renault Choisy-le-Roi ferme, qui va-t-il rester d'ouvert en France ? Si une usine au savoir-faire inégalé, rentable, pouvant servir d'exemple à d'autres usines, ferme, qui restera ouvert ? » C'est vraiment un cas d'école, il est impossible que cette usine ferme, c'est à désespérer de l'avenir si cela devait arriver.

Je m'associe à tout ce qui a été dit, effectivement ce n'est pas un prêt, mais une garantie d'emprunt. Rappelez-vous, M. Lemaire, avec de grands moulinets, disait qu'il était hors de question que l'État signe cette garantie d'emprunt. En effet, à l'origine, il était question pour Renault de fermer quatre sites. Finalement, je voudrais comprendre pourquoi seul le site de Choisy-le-Roi, qui peut-être le seul rentable, doit fermer. Il faudra nous l'expliquer. Pourtant, cela ne l'a pas empêché, malgré tout, et malgré ses grandes annonces, de signer cette garantie d'emprunt.

Je rappelle aussi que Renault possède 15 % des actions ce qui lui vaut une minorité de blocage de 28 %, c'est très important. De plus, si Renault venait à se retirer, nous serions intéressés par le site, par son savoir-faire, et nous demanderions que les machines restent sur Choisy-le-Roi. De plus, nous demanderions que l'État, avec ses 28 % de blocage, fasse en sorte que ce site soit cédé, même pour l'euro symbolique, soit à la commune soit au territoire soit à la région, mais que ce site reste sur Choisy-le-Roi.

Ce site peut devenir un pôle de recherche puisqu'il ne rénove pas seulement les moteurs et les boîtes de vitesse, ils opèrent aussi tout un travail sur des technologies avancées comme l'hybride, cela peut intéresser d'autres constructeurs. Ce savoir-faire d'économie circulaire peut intéresser d'autres domaines, d'autres constructeurs, que l'automobile. C'est ce que nous développerons avec l'aide des services de la Chambre de Commerce, et ouvrir cela à d'autres industriels qui seraient intéressés par ce savoir-faire. Ici, je l'annonce, nous allons créer cette association, et nous allons inviter tout le monde, toutes les personnes qui seraient intéressées, les industriels, les territoires qui veulent s'inscrire dans cette démarche. Là, nous sommes bien au-delà de nos différences politiques, nous ne regardons que l'intérêt général. Bien sûr, je m'associe, et nous allons voter ce vœu, comme l'ont voté à l'unanimité toutes les régions d'Île-de-France.

Monsieur Didier Guillaume réclame la parole.

**M. Guillaume :** Je vois une divergence à travers vos propos. Ce n'est pas qu'une divergence de méthode, je pense que c'est une divergence de combat, de lutte, et d'aspiration politique. Ce que vous venez d'évoquer, c'est ce que je considère comme un plan B, mais le plan A, c'est d'être aux côtés aujourd'hui des salariés, et des syndicalistes pour la préservation de l'usine *in situ*.

Si dès à présent nous imaginons une sortie avec un plan B, et une vente en l'état des terrains, avec l'apport de fonds publics, c'est déjà être dans une démarche de renoncement. Peut-être que ce plan B aura à être étudié, c'est possible, mais pour l'instant nous savons tous ici que les quatre organisations syndicales ont mandaté un expert pour travailler à un projet de développement du site, et avec le logo Renault.

Je pense que notre démarche, dans un premier temps, est d'être pour la victoire de cette lutte, c'est peut-être là que nous avons une différence. Après, peut-être qu'un coup suivant viendra, mais je pense que dans l'immédiat il ne faut pas déjà abandonner les salariés, et leurs familles.

**M. le Maire :** Si vous permettez, c'est exactement ce que vous avez dit lors du débat. Je vous signale que les syndicats partagent cette idée, et travaillent sur un plan B. Ce que je viens d'évoquer, ils l'ont déjà évoqué il y a trois ans. Des fonds européens pour le développement durable, pour l'économie circulaire ne sont pas utilisés, nous devons aller les chercher. Il faut absolument impliquer l'Europe, et les fonds européens dans ce projet.

En aucune manière nous signalons un renoncement, mais ce que vous dites, Monsieur le Maire, c'est que si nous attendons...

**M. Guillaume :** Excusez-moi, je suis simple conseiller municipal, Monsieur Panetta. Je comprends votre émotion, nous avons tellement eu l'habitude de faire l'inverse, Monsieur le Maire, que je vous l'accorde.

**M. le Maire :** C'est très bien, nous pouvons en sourire, pendant 12 ans j'étais tellement respectueux de répéter inlassablement « Monsieur le Maire », que je le dis parfois spontanément. Ou bien peut-être était-ce un plaisir personnel, peut-être pensais-je à moi à l'insu de mon plein gré !

Ceci étant dit, je comprends ce que vous dites, et nous sommes proches des syndicats, et, quelles que soient leurs formes de luttes, quitte à coucher dans l'usine nous serons prêts. Pour autant, si nous ne prévoyons pas une alternative cela peut se retourner contre nous. Rappelez-vous l'usine Goodyear, les gens qui se sont uniquement battus pour la non-fermeture, et à côté une autre usine qui avait un plan B. Une usine a survécu, celle du plan B. Une usine a fermé, celle qui s'était radicalisée « Non à la fermeture ».

Je répète ici, toute mon équipe et moi-même, toutes les Choisyennes et tous les Choisyens « Non à la fermeture, non à la fermeture, non à la fermeture ! », mais il en va de notre responsabilité d'imaginer comme aux échecs un coup d'après pour ne pas être pris au dépourvu. Ce n'est pas renoncer à la lutte que de ne pas être pris au dépourvu, et pour une fois avoir un coup d'avance. Effectivement, nous avons cette petite divergence, mais je suis certain qu'elle ne nous empêchera pas d'être côte à côte pour dire non à la fermeture.

Je fais procéder au vote. Y a-t-il des abstentions ? Y a-t-il des votes contre ? Le vœu est voté à l'unanimité, je m'en réjouis par l'ex-Maire, et le nouveau Maire. Je vous remercie.

*La délibération n°33 est adoptée à l'unanimité.*

Ainsi s'achève notre Conseil municipal. Le prochain Conseil municipal se tiendra le 23 septembre 2020. Très bonnes vacances à toutes et à tous. Encore une fois, n'oublions pas les mesures sanitaires, surtout en période de congés, qui sont là pour nous protéger, et protéger la santé de nos amis, de nos familles, et nos enfants. Merci.

*La séance est levée à 20 h 56.*